



**HAL**  
open science

## Les statistiques de Gouvernance, Paix et Sécurité : quelles mesures pour quels résultats? : introduction générale: des données GPS à double titre

Thomas Calvo, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Arouna Sougané

### ► To cite this version:

Thomas Calvo, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Arouna Sougané. Les statistiques de Gouvernance, Paix et Sécurité : quelles mesures pour quels résultats? : introduction générale: des données GPS à double titre. Statéco, 2022, 116, pp.3-9. hal-03749990

**HAL Id: hal-03749990**

**<https://hal.science/hal-03749990>**

Submitted on 19 Aug 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les statistiques de Gouvernance, Paix et Sécurité : quelles mesures pour quels résultats ?

## Introduction générale

### Des données GPS à double titre

T. Calvo, M. Razafindrakoto, F. Roubaud, A. Sougané\*

L'utilité des coordonnées GPS (*Global Positioning System*) ne fait aujourd'hui aucun doute. Elles permettent de savoir une position géographique, de se repérer dans un système, de tracer, suivre, évaluer une trajectoire, et aussi de synchroniser des actions, etc. Toute donnée statistique sert potentiellement à assurer cette fonction de positionnement-suivi-évaluation de la situation d'un groupe ou d'une entité dans un domaine donné. S'agissant des statistiques de gouvernance, comme illustré par le contenu de ce numéro spécial, elles cherchent précisément à répondre au besoin de mesure, de suivi et d'évaluation des actions et du fonctionnement des institutions, en particulier de l'Etat. Elles permettent de situer les avancées par rapport à des objectifs, de repérer les blocages relatifs à des principes-cibles sur la manière dont le pouvoir est exercé, sur les relations entre gouvernants et gouvernés. Constituant clairement un instrument de « navigation » stratégique pour les décideurs comme pour la population, les statistiques de *Gouvernance, Paix et Sécurité* sont des *données GPS* à double titre (sigle que nous adoptons dans la suite de cet article).

Longtemps considérées comme un hors champ de l'économie dominante (*mainstream*) et des politiques publiques, ces thématiques GPS sont progressivement, depuis une vingtaine d'années, entrées au cœur de la discipline, et plus largement de l'agenda de la communauté internationale du développement, où elles se retrouvent de plein-droit aujourd'hui. L'accent mis sur la notion de gouvernance suscite souvent des interrogations en raison du paradigme qu'elle peut

véhiculer, notamment quand elle est utilisée pour remettre en question le rôle de l'Etat. Toutefois, malgré la distance critique qu'il convient de garder par rapport à l'usage de cette notion, l'intérêt accordé à la qualité des institutions, aux questions de participation ou de redevabilité (*accountability*) dans les politiques de développement marque un tournant. Le fait qu'un des 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015 par les Nations unies soit centré sur la gouvernance (ODD16) constitue donc de ce point de vue une avancée majeure, d'autant plus que les ODD sont universels et engagent tous les pays du monde, alors que les Objectifs du millénaire pour le développement ne couvraient que les pays en développement. En Afrique, la gouvernance, la paix et la sécurité font également partie des aspirations soulignées par l'agenda 2063<sup>1</sup>.

L'adoption des ODD s'est accompagnée en parallèle de l'appel à une révolution des données (*Data Revolution*) par le Secrétaire général des Nations unies (GCEU, 2014). Le rapport sur la révolution des données prend acte du besoin croissant de statistiques dans le monde et du fossé de plus en plus large entre pays développés et en développement en matière d'accès à l'information. Il formule plusieurs recommandations pour mobiliser l'innovation technologique et les ressources financières en faveur des statistiques dans le cadre d'un partenariat entre tous les acteurs (Bédécarrats *et alii*, 2016). Pourtant, malgré ce contexte porteur, la situation en termes de statistiques reste critique, notamment en Afrique comme en atteste le

<sup>1</sup> Aspiration 3 : « Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme,

la justice et l'état de droit » ; et Aspiration 4 : « Une Afrique pacifique et sécurisée ».

\* Thomas Calvo est chercheur à l'IRSEM et affilié à l'équipe IRD-Dial, calvo@diag.prd.fr, Mireille Razafindrakoto est directrice de recherche à l'IRD-Dial razafindrakoto@diag.prd.fr, François Roubaud est directeur de recherche à l'IRD-Dial roubaud@diag.prd.fr et Arouna Sougané est directeur général de l'Institut national de statistique du Mali (INSTAT) sougane\_arouna@yahoo.fr

Rapport sur la Gouvernance en Afrique (Mo Ibrahim Foundation, 2019)<sup>2</sup>. Cette alerte quant au « Data gap » sur le continent montre que les bilans alarmistes tirés dans la première moitié des années 2010 sont toujours d'actualité (Jerven, 2013 ; Devarajan, 2013, dont l'article s'intitulait : *Africa's statistical tragedy*).

Malgré les lacunes, la demande croissante a créé un formidable appel d'air en matière de statistiques GPS, avec l'émergence d'une floraison de sources statistiques (enquêtes ménages, enquêtes experts, données administratives, big data...). La statistique publique a pris la balle au bond, avec la création en 2015 d'un *City Group* sur les statistiques de gouvernance, qui a publié début 2020 un Manuel sur le sujet (Praia Group et UNSD, 2020). L'UNODC élaborait dans le même temps un Manuel sur la mesure de la corruption (UNODC *et alii*, 2018). D'autres institutions déployaient des efforts considérables à la fois pour placer la thématique de la gouvernance au cœur de l'agenda international du développement, et pour faire avancer la connaissance et les politiques sur ce thème. C'est par exemple le cas de l'OCDE, qui a fait de la confiance institutionnelle un sujet central de réflexion, aussi bien en termes analytiques et politiques que méthodologiques, avec la rédaction d'un manuel sur la mesure (OCDE, 2017).

L'Afrique quant à elle, sous l'égide de l'Union africaine, a développé sa propre méthodologie GPS, dans le cadre de sa Stratégie pour l'Harmonisation de la Statistique en Afrique (SHaSA ; Razafindrakoto et Roubaud, 2015 et 2019), conférant au continent une avance sur le reste du monde dans ce domaine (Cling *et alii*, 2016). Ce leadership n'est pas nouveau, puisque les premières mesures de la gouvernance dans le dispositif de statistiques officielles, initiées à Madagascar dès 1995, ont été étendues et consolidées au cours des années 2000, en Afrique d'abord, mais également en Amérique latine et en Asie et dont *Statéco* s'est largement fait l'écho (Razafindrakoto et Roubaud, 2005 ; Herrera *et alii*, 2007).

Ce projet éditorial se donnait pour objectif d'actualiser l'état des lieux sur la thématique GPS : conceptualisation, expériences, avancées et perspectives. Il avait pour vocation d'accueillir des contributions originales, aussi bien de type méthodologique (comment « mesurer » la gouvernance ?) qu'analytique (quels résultats peuvent être tirés des statistiques GPS ?). Une large palette de disciplines était convoquée : statistique, *data analysis*, économie, sciences politiques, sociologie, anthropologie, etc. Les terrains d'application appelés

étaient multiples : l'Afrique bien sûr, mais également d'autres pays en développement voire des pays développés, pour une mise en perspective ; la question GPS n'étant l'apanage d'aucune région particulière. Si les propositions centrées sur la statistique publique constituaient le cœur de notre appel à contributions, les approches pilotées par d'autres acteurs (recherche, société civile, etc.) étaient également les bienvenues. Enfin, le profil des contributeurs était largement ouvert, en privilégiant les auteurs du Sud.

Lancé fin 2019, ce numéro spécial, après plus de deux années de patiente élaboration, notablement entravée par le déclenchement de la pandémie de la Covid-19, a finalement débouché et répondu à nos attentes. Composé de onze articles, ce volume couvre un large spectre de thématiques, d'approches et de perspectives, de champs géographiques et d'auteurs issus de différentes origines, disciplinaires et continentales. Au total, 25 contributeurs Brésiliens, Camerounais, Canadiens, Capverdiens, Français, Ivoiriens, Maliens, Malgaches et Péruviens, représentant trois continents (Afrique, Amérique et Europe) ont participé à ce numéro, avec une dominante marquée pour les pays en développement. En termes de formation, de professions et d'ancrages institutionnels, la grande majorité (17) est constituée de statisticiens qui travaillent (ou ont travaillé) dans des instituts nationaux de statistique (INS), mais également d'universitaires et de chercheurs, comme économistes ou politistes, ou encore des consultants internationaux, spécialistes des questions de gouvernance. La présence parmi les auteurs de trois Directeurs Généraux de la statistique africains (Cameroun, Cap Vert et Mali)<sup>3</sup> démontre à la fois l'intérêt suscité par la thématique de la gouvernance au sein de la statistique publique, et le rôle central joué par le continent dans ce champ des statistiques émergentes (Cling *et alii*, 2016).

Enfin, nous soulignerons la diversité des thématiques abordées, des approches et des outils de mesure. Sur le dernier point, la plupart des données empiriques mobilisées dans les articles sont issues d'enquêtes officielles auprès des ménages, avec notamment les cas emblématiques du Mali (leader historique en Afrique) et du Pérou (leader au niveau international), mais les sources administratives offrent également des possibilités (voir l'article sur le cas brésilien). Ce déséquilibre reflète probablement la difficulté à exploiter des registres publics à des fins statistiques, avec de bonnes propriétés de représentativité et de fiabilité, tout spécialement dans des pays caractérisés par la faiblesse de leurs institutions (et dont la statistique est loin d'être la priorité). Pour ne prendre

<sup>2</sup> Le jour même de la finalisation de notre appel à contribution (20/12/2019), le quotidien *Le Monde* titrait sa Chronique : « L'Afrique dans le brouillard statistique ».

<sup>3</sup> Osvaldo Borges est Président de l'INE du Cap-Vert, qui assure le Secrétariat du Groupe de Praia depuis sa création en 2015. Arouna Sougané est Directeur Général de l'INSTAT du Mali, qui a institutionnalisé la collecte d'un module GPS

dans son dispositif d'enquêtes annuelles auprès des ménages depuis 2014, et de ce fait dispose de la série la plus complète de données sur ces thématiques. Joseph Tedou, également Directeur Général de l'INS du Cameroun, qui est un des pionniers de l'initiative GPS-SHaSA, est le doyen des DG des INS sur le continent.

qu'un exemple, on peut citer les cas de dénonciation (ou de condamnation) des cas de corruption auprès de la justice, qui non seulement sous-estiment massivement l'incidence réelle du phénomène, mais aussi en fournissent une image biaisée (grande corruption, cas médiatiques). Le même phénomène est à l'œuvre, bien que dans une moindre mesure, en matière de victimation (violences, harcèlement, incivilités...). Si les questions méthodologiques (sondage, mesure) en amont sont au cœur du numéro, les traitements analytiques, sur une grande palette de thématiques (discriminations, corruption, violence, transparence, participation politique et citoyenne, etc.) ainsi que les usages politiques des données de gouvernance sont également abordés.

Parmi les originalités de ce numéro, un point mérite d'être souligné en particulier. De plus en plus de voix se font entendre pour s'inquiéter du faible nombre d'auteurs originaires des pays du Sud dans les revues académiques, en sciences sociales et en économie notamment, publiant sur les questions de développement, l'Afrique étant concernée au premier chef. Dans un article récent, Amarante et alii (2021) mettent en lumière la sous-représentation massive des ressortissants des pays du Sud dans le champ de l'économie du développement, quel que soit le type d'indicateurs retenus : en termes d'articles publiés bien sûr (16% entre 1990 et 2019 ; 27% si on compte les co-auteurs Nord-Sud), ou encore de papiers présentés à des conférences (9%), leurs articles étant aussi beaucoup moins cités. Le problème n'est pas nouveau (Bardham, 2003 ; King 2004 ; Tijssen, 2007), mais il est généralisé. Il semble même s'aggraver. Par exemple, Briggs et Wheathers (2016) montrait que le nombre d'articles publiés dans deux revues africanistes de premier plan (*African Affairs* et *The Journal of Modern African Studies*) entre 1993 et 2013 par des auteurs basés en Afrique était non seulement réduit à la portion congrue mais qu'il était en baisse (d'environ 25% en début de période à moins de 15% à la fin). Ce constat a conduit notamment au lancement d'un appel en ligne en faveur d'une plus grande participation des chercheurs du Sud dans les débats autour de la recherche sur le développement économique<sup>4</sup> à l'initiative du réseau canadien PEP (*Partnership for Economic Policy*). De nombreux économistes ont répondu à cet appel, parmi les plus prestigieux, sur la base de propositions concrètes : un agenda de recherche conduit par les priorités des populations du Sud et un accent sur les pays les plus « invisibles », une meilleure reconnaissance par les revues académiques de la valeur des contributions locales (auteurs, référés, comités éditoriaux), un accroissement des réseaux de recherche Sud-Nord, une plus grande attention à la participation dans les conférences internationales et une promotion

des programmes de recherche initiés par des institutions du Sud (en termes de financement notamment).

Ce numéro a en quelque sorte anticipé cet appel et cherché à remédier à ce biais de sous-représentation, perpétuant il est vrai une spécificité propre à la revue *Statéco*. Parmi les 25 auteurs des articles, 18 proviennent de pays du Sud, dont 14 d'Afrique subsaharienne. Un tel résultat n'a pas été atteint spontanément. Ayant cet objectif en tête, il a fallu orienter notre rôle d'éditeurs scientifiques aux différentes étapes du processus, notamment à deux stades : d'abord, au moment de la diffusion de l'appel à contributions, en veillant à ce que ce dernier atterrisse bien dans les institutions susceptibles de contribuer mais pas forcément attentives ou connectées sur les réseaux internationaux ; ensuite, au moment de la rédaction et de la finalisation des articles sélectionnés par un accompagnement continu et personnalisé de tous les auteurs en ayant accepté le principe. C'est notamment le cas des jeunes chercheurs, ou encore des auteurs issus du monde de la statistique, pour qui les codes standards de l'écriture d'articles académiques ne sont pas toujours bien maîtrisés ou même connus, voire hors du champ de leur pratique quotidienne, en dépit du potentiel de leur savoir pour l'avancée de la connaissance scientifique. Une telle stratégie a clairement un coût (en temps surtout), mais elle est enrichissante pour tous et nous espérons montrer par l'exemple que cette voie est possible (et souhaitable).

Pour présenter les articles de ce numéro, nous les avons regroupés en quatre parties. Les articles de la première partie visent à mettre en avant la nécessité de combiner les avancées institutionnelles et techniques pour consolider la place des données GPS dans les systèmes statistiques nationaux. Ceux de la partie suivante porte sur des défis méthodologiques que la mesure des dimensions de la gouvernance soulève. Enfin, les articles présentés dans la troisième et la quatrième partie fournissent des illustrations des questions analytiques que les statistiques GPS permettent d'approfondir.

### **Des avancées institutionnelles et méthodologiques incarnées par deux pays**

Le numéro s'ouvre en mettant à l'honneur deux pays qui ont joué un rôle significatif dans la promotion des statistiques de gouvernance : d'une part, le Cap Vert, qui du point de vue institutionnel assure depuis sa création la présidence du *Groupe de Praia* ; d'autre part, le Pérou qui a réussi sur le front méthodologique une expérience de deux décennies de suivi des statistiques GPS.

Le premier article présente le chemin institutionnel et les activités concrètes réalisés par le *Groupe de Praia*, unique plate-forme globale réunissant les INS autour

<sup>4</sup> <https://www.pep-net.org/call-to-action>

des statistiques de gouvernance. Sa première réalisation a été l'élaboration et la diffusion du « *Handbook on Governance Statistics* » qui réunit pour la première fois dans un seul document officiel diverses expériences de différents pays ainsi que des directives et conseils en matière de collecte des données GPS. Les deux auteurs, Osvaldo Borges et Marie Laberge, deux acteurs-clefs du *Groupe de Praia* de par leur implication active, montrent comment ce collectif a su pousser les frontières et mettre encore plus en avant le caractère crucial du suivi des statistiques de gouvernance dans le contexte de la pandémie. Partant des acquis, et pour passer des préconisations aux actions, le *Groupe de Praia* a lancé des « *Task Teams* » qui vont travailler sur l'élaboration de normes internationales et d'outils standardisés, aussi bien en matière d'enquêtes que de collecte de données administratives. Les deux premières à avoir été mises en place fin 2021 portent sur deux des dimensions de la gouvernance : la non-discrimination et l'égalité d'une part, la participation politique et aux affaires publiques de l'autre.

Le deuxième article porte sur une expérience nationale, celle du Pérou, singulière par sa durée, son institutionnalisation et sa diffusion, mais également par les innovations méthodologiques mises en application. Lancée, coordonnée et suivie sur longue période, depuis le début des années 2000, par les auteur.e.s (Javier Herrera, Nancy Hidalgo, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud) dans le cadre d'un partenariat étroit entre l'INS et une institution de recherche (IRD-DIAL), l'initiative péruvienne a fourni, bien avant l'adoption de l'ODD16, la démonstration de la pertinence du recours aux enquêtes auprès de la population pour la production et le suivi périodique des indicateurs de gouvernance. La richesse des données issues du dispositif d'enquête découle de la taille de l'échantillon avec une couverture nationale représentative et la possibilité d'inférence régionale et départementale, de la composante de panel, de l'intégration des modules GPS spécifiques *ad hoc* dans une enquête plus large sur les conditions de vie, permettant de croiser les informations et surtout d'identifier les disparités économiques, sociales ou régionales. La spécificité de l'expérience péruvienne tient par ailleurs au processus mis en œuvre et aux défis institutionnels qui ont pu être surmontés pour assurer la pertinence et la qualité des indicateurs et la pérennisation du dispositif avec l'implication de différents types d'acteurs, ainsi qu'à la mise à disposition des données et à la large diffusion des résultats auprès de différentes catégories d'utilisateurs.

### **Mesurer la gouvernance et les violences : défis et enjeux**

Les articles suivants traitent de l'évolution, des avancées et des enjeux en matière de suivi statistique de la gouvernance, la paix et la sécurité. Le premier article, de Leonardo Athias et Luanda Botelho, se

concentre sur la mesure de la gouvernance, et particulièrement de la transparence institutionnelle au Brésil. Les deux suivants s'intéressent à la mesure des violences dans les pays en crise d'une part (Marc-Antoine Pérouse de Montclos) et de victimation en France d'autre part (Hélène Guedj, Tiaray Razafindranovona et Sandra Zilloniz). Ce dernier article présente la spécificité de discuter des enjeux méthodologiques que soulèvent la collecte des données GPS dans un pays à revenu élevé, illustrant par là le caractère universel de ces questions. Chacun de ces trois articles présente des sources de données différentes souvent spécifiques aux objets mesurés. Au Brésil, les auteur.e.s mettent particulièrement l'accent sur des données administratives collectées à différents niveaux administratifs pour mesurer divers aspects de la qualité des institutions publiques ou semi-publiques. Concernant les données de violence mesurées dans les pays en crise, Marc-Antoine Pérouse de Montclos interroge surtout la qualité des bases de données d'événements géocodées. En France, les auteur.e.s décrivent le processus de refonte du dispositif d'enquête pour mesurer les niveaux de victimation en tenant compte en particulier de l'essor de la collecte multimode.

Chacun de ces articles met ainsi en lumière les avancées mais aussi les enjeux à considérer afin d'améliorer ces mesures. Tous soulignent la nécessité d'harmonisation des définitions et/ou de coordination des organismes collecteurs non seulement pour limiter les coûts de la collecte mais surtout pour éviter les ruptures temporelles et méthodologiques. En effet, seules des données issues de dispositifs cohérents dans leur phase d'élaboration peuvent donner lieu à des comparaisons et dégager des dynamiques qui font sens. Or, d'une institution à l'autre, on observe un manque de coordination et l'utilisation de définitions et d'indicateurs différents (voir Athias et Botelho) et parfois inégaux d'une période à l'autre (voir Pérouse de Montclos). Cette situation rend difficile l'analyse de ces indicateurs au niveau global. Des voies d'amélioration sont clairement identifiées pour chacun de ces types de données dont il est essentiel de souligner que la collecte reste relativement récente. Ces bases de données, aussi nouvelles et diverses soient-elles, ont bénéficié des avancées scientifiques et méthodologiques qui ont permis de remédier au moins en partie aux problèmes potentiels de fiabilité. Même si les marges de progression sont toujours possibles, elles permettent d'ores et déjà de répondre à des questions de recherche centrales pour une meilleure compréhension des défis liés aux thématiques GPS, et pour éclairer les représentants d'instituts publics et de la société civile.

## Potentiel analytique des statistiques de gouvernance

Les trois articles qui suivent mobilisent les données issues des modules GPS, des instruments développés dans le cadre de la Stratégie harmonisée des statistiques en Afrique (SHaSA ; Razafindrakoto et Roubaud, 2015). Même si les entrées thématiques des articles sont bien spécifiques et circonscrites dans des champs précis, ceux-ci proposent une illustration du potentiel analytique de ce type d'enquêtes puisque différentes dimensions de la gouvernance sont invoquées pour chercher à comprendre les phénomènes observés. Ainsi, Andriameva Yvan Assany et Faly Rakotomanana partent des données malgaches pour étudier les raisons de la faible corrélation entre les indicateurs de perception (qui relèvent du ressenti, considérés donc comme « subjectifs ») et d'expérience (qui relèvent du vécu, considérés comme « objectifs »), un constat qui soulève des débats dans la littérature au-delà du cas malgache. Ils appliquent leur analyse à trois types de fléaux dont la population peut être directement victime : la corruption, les discriminations et la violence. Ils montrent que l'exposition aux médias, l'éducation, la confiance et le contact avec l'administration sont des facteurs qui jouent significativement sur les écarts entre les indicateurs d'expérience et de perception. Selon les phénomènes analysés (corruption, discriminations ou violences), ces facteurs n'influent pas de la même façon sur les variables relatant l'expérience et la perception. Un tel résultat souligne la complexité du processus d'élaboration des appréciations ou points de vue des citoyens pour évaluer les questions de gouvernance. Les auteurs concluent que les phénomènes captés par les indicateurs de perception et d'expérience reflètent des dimensions différentes et certainement complémentaires.

L'article présenté par Joseph Tedou, Rosalie Niekou, Guy Ndeffo met également en regard perception et expérience mais en se focalisant sur une thématique : les discriminations au Cameroun. Les auteur.e.s tirent avantage de l'exploitation des données GPS-SHaSA de 2014, greffées à l'enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM4), une enquête visant une analyse approfondie du phénomène de pauvreté et permettant de disposer d'indicateurs précis de pauvreté monétaire. L'analyse met en évidence les formes de discrimination au Cameroun ainsi que les caractéristiques des victimes. Le niveau élevé des discriminations (vécues et ressenties) ainsi que l'identification du rôle non négligeable des forces de l'ordre en tant qu'acteur à l'origine des discriminations constituent des résultats forts de l'étude. La discrimination relative à la situation économique (pauvreté ou richesse) est la forme la plus répandue. Le niveau d'éducation, les origines régionales ainsi que certaines caractéristiques individuelles (sexe, milieu de résidence) expliquent certaines formes de discrimination. Ces constats

permettent de tirer des enseignements sur les politiques à mettre en place pour lutter contre ce problème.

Dans un registre différent, Christian Boga mobilise également les données GPS-SHaSA pour analyser la participation citoyenne, un critère de cohésion sociale, en s'intéressant en particulier au cas des jeunes en Côte d'Ivoire en 2018. En se basant sur différents indices composites construits à partir des variables de participation politique et sociale, il met en exergue la faible implication de la population en général, et celle des jeunes en particulier dans les activités citoyennes, aussi bien politiques que sociales. Parmi les facteurs explicatifs de cette faiblesse des engagements, il identifie l'impact de la corruption, de l'insécurité grandissante et des problèmes de confiance chez les jeunes comme chez les plus âgés. Parallèlement, il montre que le milieu de résidence, le fait d'être sans emploi (chômeur ou inactif) et le statut de pauvreté des jeunes jouent sur leur implication dans les affaires publiques. Enfin, il observe que les deux formes de participation, politique et sociale se renforcent mutuellement. Ces résultats sont essentiels pour comprendre les dysfonctionnements de la société ivoirienne et notamment pour remédier aux risques de généralisation du sentiment de défiance du côté des jeunes.

## Perceptions et expériences des violences : causes et conséquences

Les trois derniers articles de ce numéro spécial examinent les facteurs déterminants de la violence. Trois formes de la violence sont étudiées : la violence politique au travers de l'analyse des causes des guerres civiles dans une revue de la littérature en économie (par Thomas Calvo et Marion Mercier), la violence symbolique mais aussi politique par l'étude des causes de la crise anglophone au Cameroun (par Mireille Razafindrakoto et François Roubaud) et la violence criminelle au travers de l'examen du profil des victimes de la criminalité non létale au Mali depuis le début du conflit (par Siaka Cissé, Aminata Coulibaly, Daouda Aba Fane, Sékou Haïdara et Arouna Sougané). Dans le premier article, les auteur.e.s montrent comment la disponibilité de données de plus en plus précises, notamment des données d'événements mais aussi climatiques et d'enquête, toutes géocodées, parallèlement à l'évolution des techniques économétriques ont permis de progresser dans l'identification empirique des relations causales jusqu'alors restreintes à la théorie économique. C'est par exemple le cas de l'examen du rôle des revenus dans l'émergence des guerres civiles. Une variation des revenus peut mener à l'émergence des conflits par deux canaux de transmission qui s'opposent : le gain potentiel issu de la victoire (effet positif sur la probabilité de conflit) et le coût d'opportunité à combattre (effet négatif). L'étude de chocs exogènes à la violence comme la variation des prix de certains biens ou les variations climatiques a été primordiale

pour différencier ces mécanismes dans le monde réel. Les auteur.e.s couvrent de nombreux autres facteurs catalyseurs des violences comme les inégalités et les institutions.

Les deux articles suivants s'appuient sur les données issues des modules d'enquête GPS-SHaSA pour d'une part analyser les origines de la crise anglophone au Cameroun et d'autre part établir le profil des victimes de la criminalité au Mali depuis le début du conflit. Ces deux travaux tirent profit de la possibilité de mobiliser à la fois des données sur l'expérience des citoyens en matière de gouvernance et de sécurité au niveau local et national mais aussi des données de perception. Ils contribuent à une littérature récente suggérant que les coûts des perceptions et particulièrement du sentiment de peur associé sont supérieurs à ceux de l'expérience elle-même. Les deux articles sont de parfaites illustrations de l'atout que représente la précision des données GPS-SHaSA, représentatives au moins au niveau régional. Leur intégration à des enquêtes classiques sur l'emploi, incluant des données socio-démographiques, permet aux auteur.e.s d'effectuer des croisements entre des indicateurs de GPS et des indicateurs économiques. Au Cameroun, cela permet non seulement d'identifier les régions et ethnies primaires concernées par la crise anglophone et de les comparer aux autres mais aussi de mettre en lumière l'origine institutionnelle plutôt qu'économique de la crise.

Nous avons choisi de boucler ce numéro avec l'expérience malienne non seulement compte tenu de l'actualité dans ce pays et de l'acuité des questions de gouvernance au moment de l'écriture de cette introduction, mais surtout pour saluer la réalisation sur plusieurs années des enquêtes GPS par les statisticiens de l'INS et cela malgré un contexte politique difficile. L'analyse présentée ici sur le Mali est ainsi sans pareille pour différentes raisons. Tout d'abord, le Mali joue un rôle leader sur le continent africain en matière de collecte de données GPS. Les auteur.e.s tirent ainsi profit de la disponibilité de données annuelles de gouvernance et sécurité depuis 2014 dans toutes les régions du territoire. La série mobilisée est d'autant plus unique que les enquêtes GPS s'intègrent sous forme de modules dans l'enquête modulaire et permanente qui couvre un large spectre de thématiques en lien avec les ODD. L'analyse contribue à saisir le phénomène de la criminalité, au second plan depuis l'explosion des violences dues à la crise politique et sociale que traverse le pays depuis le coup d'État en mars 2012. Elle permet de mettre en lumière un profil de victimations au Mali.

Finalement, ces trois derniers articles soulignent l'importance de la collecte régulière et fréquente de l'ensemble des indicateurs GPS. Elle permet d'identifier en amont des signaux d'alarmes aux crises actuelles et d'effectuer des analyses précises de leurs causes afin d'élaborer des mesures ciblées et adéquates pour tenter d'y remédier.

Ainsi, les onze articles de ce numéro couvrent une large palette de sujets sur GPS. Ils donnent une illustration de l'étendue du champ thématique que les statisticiens, les chercheurs et tous les acteurs intéressés peuvent chercher à éclairer à partir des données. Une revue du contenu de cette livraison montre qu'elle touche à quasiment l'ensemble des huit dimensions de la gouvernance identifiées dans le cadre des travaux du *Groupe de Praia* (Praia Group et UNSD, 2020) : non-discrimination et égalité, participation, ouverture, accès à la justice, réceptivité/réactivité, absence de corruption, confiance et enfin, paix et sécurité. Toutefois, ce numéro ne prétend pas assurer une couverture exhaustive des questions GPS : d'une part, du point de vue géographique, l'Asie n'est pas représentée ; d'autre part, les perspectives ouvertes par la mobilisation des « *big data* » ne sont par exemple pas du tout abordées. Il s'agit donc d'une première étape qui en appelle d'autres.

Mais au-delà du simple constat de l'éventail des thématiques abordées, les articles montrent surtout à quel point les données statistiques sont susceptibles d'apporter un éclairage utile sur différents phénomènes auparavant considérés comme difficiles à appréhender, voire totalement méconnus. L'objectif n'est pas seulement de fournir des indicateurs, dont la signification peut rester opaque, et difficile à traduire en termes de mesures ou de politiques. Les articles démontrent comment des données pertinentes, élaborées avec les INS dans le cadre de partenariats de long terme, partant des connaissances du terrain et des contextes, suivant une approche de bas en haut (*bottom-up*), peuvent faire la différence pour une analyse fine des réalités.

Pour conclure, la production de connaissances sur des phénomènes peu ou mal connus, sur lesquels les données étaient auparavant lacunaires (comme la corruption, les discriminations, la violence politique, etc.) est d'autant plus cruciale à l'heure où l'information est au centre des enjeux de gouvernance. D'un côté, l'information est susceptible d'être dissimulée, filtrée, voire travestie par des organisations qui en ont le pouvoir à des fins de manipulation des opinions. De l'autre, suivant justement le processus inverse, la disponibilité de l'information est la condition *sine qua non* pour que le citoyen puisse exercer un suivi, exiger que les gouvernants ou tout autre acteur du développement, soient comptables de leurs actions.

Soulignons enfin que de manière générale, la mise à disposition d'informations statistiques permet de concrétiser les principes d'inclusion, de transparence, et de participation de la population prônés par l'ODD16. La statistique est ainsi directement un enjeu de gouvernance. Comme les données statistiques sur les thématiques GPS résultent en grande partie d'enquêtes auprès de la population, relayant ainsi leur voix auprès des gouvernants (*voicing*), elles contribuent doublement à la réalisation des principes de l'ODD16.

Nous ne saurions terminer cette introduction sans remercier tous ceux et celles qui ont contribué à la confection de ce numéro, en tant que contributeurs, mais aussi le secrétariat de rédaction, Emilie Laffiteau

et Constance Torelli qui nous ont appuyé avec une grande efficacité dans l'accompagnement des auteurs tout au long du chemin.

## Références bibliographiques

**Amarante V., Burger R., Chelwa G., Cockburn J., Kassouf A., McKay A. and Zurbrigg J.** (2021), "Underrepresentation of developing country researchers in development research", *Applied Economics Letters*.

**Bardhan P.** (2003), "Journal publication in economics: A view from the periphery", *The Economic Journal*, 113(488), pp. F332–337.

**Bédécarrats F., Cling J.-P. et Roubaud F.** (éds) (2016), « Gouverner par les nombres en Afrique », *Afrique Contemporaine*, No. 258, numéro spécial, 2016/2.

**Briggs R.C. and Wheathers S.** (2016), "Gender and location in African politics scholarship: The other white man's burden?", *African Affairs*, 115(46), pp. 466-489.

**Cling J.-P., Razafindrakoto M. et Roubaud F.** (2016), « L'ODD 16 sur la gouvernance et sa mesure. L'Afrique en tête », *Afrique Contemporaine*, 2016/2, 258, pp. 73-93.

**Devarajan S.** (2013), "Africa's statistical tragedy", *Review of Income and Wealth*, 59 (S1), pp. S9–S15.

**GCEU** (2014), *Un monde qui compte : Mobiliser la révolution des données pour le développement durable*, Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable.

**Jerven** (2013), *Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press, Ithaca et Londres.

**Herrera J., Razafindrakoto M. et Roubaud F.** (2007), "Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America", *International Statistical Review*, 75(1), pp.70-95.

**King D.A.** (2004), "The scientific impact of nations", *Nature*, 430(6997), pp. 311-316.

**Mo Ibrahim Foundation** (2019), *African governance report. Agenda 2063 & 2030: Is Africa on track?* Mo Ibrahim Foundation.

**OCDE** (2017), *OECD Guidelines on Measuring Trust*, Éditions OCDE, Paris.

**Razafindrakoto M. et Roubaud F.** (2015), « Les modules *Gouvernance, Paix et Sécurité* dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (*GPS-SHaSA*) : développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Statéco* No. 109, pp.122-158.

**Razafindrakoto M. et Roubaud F.** (2005), « Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la Pauvreté : Enseignements tirés des *enquêtes 1-2-3* en Afrique francophone », *Statéco* No. 99, pp.117-141.

**Tijssen R. J.** (2007), "Africa's contribution to the worldwide research literature: New analytical perspectives, trends, and performance indicators", *Scientometrics*, 71(2), pp. 303-327.

**Union Africaine** (2014), *Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons*, Union Africaine, Addis Abeba.

**UNODC, UNDP, UNODC-INEGI Center of Excellence in Statistical Information on Government, Victimization and Justice** (2018), *Manual on Corruption Surveys. Methodological guidelines on the measurement of bribery and other forms of corruption through sample surveys*, UNODC Research, UNODC, Vienne.

**UNSD et Praia Group** (2020), *Handbook on Governance Statistics*, UNSD, New York.